

Consultés par Bruxelles, les éditeurs critiquent les propositions de cession.

Editis: Lagardère face à la fronde des indépendants

Le dossier Editis, le groupe d'édition de Vivendi Universal Publishing (VUP) racheté il y a un an par Lagardère, entre dans sa dernière ligne droite. La plus délicate. Car, cette semaine, la parole est à la concurrence. Depuis lundi, tous les professionnels de l'édition planchent en effet sur les solutions proposées à la Commission européenne par Lagardère pour réduire sa mainmise sur le livre français.

Remèdes. Mardi après-midi, Claude Cherki, le patron du Seuil, Antoine Gallimard et Hervé de la Martinière ont pris le Thalys, direction Bruxelles, pour aller dire aux équipes de Mario Monti, le commissaire à la Concurrence, ce qu'ils pensent des mesures proposées par Hachette. L'avocate des libraires indépendants a été consultée par téléphone. Et chaque maison d'édition doit renvoyer, aujourd'hui, un questionnaire confectionné par la Commission pour tester la liste des «remèdes». En fonction de ce qui sortira de ce *market test* – selon le jargon bruxellois –, Lagardère n'aura que jusqu'au 2 décembre pour faire ses propositions définitives sur le partage d'Editis. Au-delà, il ne lui sera plus possible de modifier sa copie: ça passe ou ça casse, la commission ayant alors jusqu'au 13 janvier pour se prononcer.

Pour l'instant, Hachette propose de garder 34% d'Editis, soit, outre la filiale espagnole, 45% du périmètre français. Pour atteindre cet objectif, le groupe envisage de céder Nathan, Bordas, Le Robert, ainsi que Lafont, Pocket et son centre de distribution d'Ivry-sur-Seine dans le Val-de-Marne (20000 mètres carrés, 450 employés). Pour Hachette, c'est bien suffisant: «Les cessions de maisons d'édition que nous proposons nous feraient descendre de 50% du marché de la distribu-

tion (chiffre retenu par la Commission dans les «griefs» qu'elle a élevés contre la fusion avec Editis, ndlr) à 39%. *En dessous donc du seuil de la position dominante.*» Mais cet argumentaire ne convainc pas grand monde. Ni les éditeurs, ni les libraires, ni les associations de lecteurs. «Un pas non négligeable a été accompli, mais beaucoup de choses restent floues, notamment sur l'hypothèse d'une cession indépendante de Pocket qui ne serait plus alors qu'une coquille vide», explique Hervé de la Martinière, le patron de la maison du même nom. «Les premières pistes esquissées ne nous agréent absolument pas», renchérit Noémie Rivet, la déléguée du Syndicat de la librairie française.

Surcapacité. Au centre des critiques: la question de la distribution. Car, en mettant la main sur VUP, Arnaud Lagardère, le PDG du groupe, hérite de la plateforme de distribution de Malesherbes dans le Loiret (400 employés). Un outil moderne plus compétitif que celui d'Hachette à Maurepas dans les Yvelines (800 employés) et offrant en outre des possibilités d'extension. Voilà pourquoi Lagardère est prêt à beaucoup de concessions (et notamment à vendre des maisons d'édition pour faire baisser ses parts de marché): il veut conserver Malesherbes. «Hachette ne peut garder les deux plates-formes à la fois. Après avoir vendu 40% du groupe, il va bien leur falloir rentabiliser cette capacité inutilisée», explique Noémie Rivet. Et chercher d'autres marchés. Les éditeurs craignent donc que, poussé par la nécessité de rentabiliser un outil industriel surcapacitaire, Lagardère se lance dans une violente guerre pour leur arracher des petites maisons indépendantes. Même opposi-

tion du côté des lecteurs: «En matière de distribution, il y a quelque chose à revoir pour que tout le monde puisse sortir de ce dossier la tête haute», juge Charles Giscard d'Estaing, porte-parole du Cercle des lecteurs francophones. «Doter le nouveau groupe de Malesherbes et de Maurepas, c'est prendre le risque qu'il retrouve sa position dominante dans cinq ans. La

Commission est convaincue de cela, estime un éditeur indépendant. *Encore faut-il savoir si elle aura le courage d'aller provoquer un casus belli avec Lagardère.*»

Distribution. Voilà la guerre qui risque se dérouler pendant tout ce week-end entre les équipes d'Arnaud Lagardère et de Mario Monti. Dans l'entourage d'Hachette on explique que la vente du petit centre de distribution d'Ivry devrait pouvoir re-équilibrer les choses. Ce n'est pas l'avis de tout le monde. «Aujourd'hui ce centre de distribution a été reconverti dans les mobiles et les téléphones portables. Pour l'édition, il est obsolète», juge

Noémie Rivet. Reste une solution: «Que Lagardère s'engage à fermer à terme son centre de Maurepas pour ne garder que celui de Malesherbes», explique un éditeur. Mais la pilule risque d'être difficile à faire passer sur le plan social, d'autant que les syndicats sont déjà sur leurs gardes. En attendant, chez Editis, les représentants des salariés, réunis hier en instance représentative de concertation, se disent «opposés au démantèlement du groupe» et «se prononcent contre les remèdes évoqués par Hachette, car les cessions proposées sont insuffisantes pour reformer une concurrence et présager de lourds plans sociaux»... ◀

ANGE-DOMINIQUE BOUZET et GRÉGOIRE BISEAU